

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT

**DEVELOPPEMENT DURABLE:
MOTS-DECLIC**

Edouard Dommen

No. 80

Février 1994

DISCUSSION PAPERS



**DEVELOPPEMENT DURABLE:
MOTS-DECLIC**

Edouard Dommen

No. 80

Février 1994

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues de la CNUCED; la terminologie employée est celle de l'auteur.

Les *Discussion Papers* de la CNUCED sont lus anonymement par un ou plusieurs experts dont les commentaires sont pris en compte avant publication.

Les commentaires sur ces articles sont bienvenus et doivent être adressés à l'auteur, via le Secrétaire de rédaction, Comité de rédaction, bureau E-9013, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. Des exemplaires des **UNCTAD Discussion Papers et Reprints** (publiés dans leur langue d'origine) peuvent être obtenus à la même adresse.

CONTENTS

Chapter	Page
INTRODUCTION	1
I. DEVELOPPEMENT	5
- Revenu ou consommation de capital?	7
- Rectifications et comptes satellites	8
- L'économie dépasse la comptabilité nationale	9
- Développement et formes de croissance	10
- On ne vit pas que de pain	13
- Le développement, un mot de vie	14
II. DURABLE	15
- Le développement durable est-il soutenable?	15
- Durable où?	16
- Comment rendre durable une ressource non-renouvelable?	16
- La justice entre les générations	17
- Futuristes et néo-malthusiens	18
- Qui aime le luxe ne se rassasiera pas	21
III. Y A-T-IL CONTRADICTION ENTRE DÉVELOPPEMENT ET DURABLE?	22
IV. DEUX MOTS POUR CONCLURE	23
REFERENCES	25



DEVELOPPEMENT DURABLE: MOTS-DECLIC

Edouard Dommen

*Programme pour le développement durable
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*

Les dinosaures ont survécu 250 millions d'années. Comment vous représentez-vous une croissance économique sur 250 millions d'années? (Max Frisch)

INTRODUCTION

La Commission mondiale sur l'environnement et le développement a porté le développement durable au premier plan de l'attention internationale grâce à son rapport *Notre avenir à tous*¹. Le rapport fut rédigé à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies par un comité de personnages d'envergure internationale présidé par le Premier Ministre de la Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland. Issu d'un tel milieu, l'accent éthique du rapport n'est rien moins que révolutionnaire. Le rapport s'articule autour du développement durable, qu'il définit ainsi :

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la priorité absolue, et
- l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir².

¹ Commission mondiale sur l'environnement et le développement; le rapport est daté du 20 mars 1987.

² Op. cit. p. 51. Traduction corrigée pour correspondre à l'original anglais.

Encore plus étonnant, l'Assemblée générale des Nations Unies - l'aéropage des gouvernants du monde - adopta une résolution qui souligna "la nécessité impérieuse" d'assurer la transition vers un développement durable (résolution 42/187 de 1987).

Le développement durable insiste sur la justice entre les générations ainsi que - et c'est là l'élément révolutionnaire - sur la priorité absolue qu'il faut accorder aux pauvres. La Commission n'a certes rien inventé à cet égard. Les doctrines fondatrices des grandes religions du monde ne disent pas autre chose. La priorité aux pauvres et le respect dû aux générations à venir ne figurent cependant pas forcément parmi les objectifs primordiaux des intérêts en place. Les usages statistiques de l'ONU - indices révélateurs! - les cachent même derrière les produits intérieurs bruts (qui ne tiennent pas compte de la consommation du capital et des ressources) et des moyennes nationales (qui détournent l'attention en confondant les pauvres avec les riches).

Les mots-déclic orientent sensiblement les travaux des organisations internationales. Le développement durable n'est de loin pas le premier de son espèce; on peut citer les besoins essentiels ou le développement tout court comme autres exemples. Les mots-déclic sont assez nombreux pour que l'on puisse décrire leur cycle de vie. D'abord le mot saisit une aspiration du moment en l'enrichissant de sous-entendus émotionnels favorables. Le mot ayant ainsi pris son envol, des spécialistes se mettent à l'oeuvre pour fixer son contenu technique. Mais le dompter de la sorte diminue son attrait émotionnel. Entre-temps donc d'autres milieux cherchent à exploiter ce côté-là, soit en y fourrant toutes sortes d'idées qu'ils souhaitent promouvoir, soit en le conjoignant à d'autres mots. Le chapitre "Développement" ci-dessous évoquera ce double processus. Enfin, pour un mot-déclic, de deux morts l'une : soit la dynamique émotionnelle prend le dessus et le mot en devient tellement vide de sens qu'il meurt d'inanition; soit le contenu technique l'emporte et il se fait tellement d'ennemis qu'on l'abat. Ce dernier fut le cas des besoins essentiels, dont le sens était à une certaine époque proche de la définition Brundtland du développement durable.

Actuellement la variété des conjonctions s'épanouit. Un document récent du Programme des Nations Unies pour le développement déclare : "L'expérience a montré que ce n'est pas n'importe quelle sorte de développement qui fait la différence. Il faut que ce soit du **développement humain durable**"³. Suit une énumération de caractères de ce développement qui ne se distinguent guère du développement durable tout court. Le PNUD s'efforce sans doute de défendre son mot déclic à lui,

³ En gras dans l'original (PNUD, 1993, p. 7).

le développement humain⁴, en récupérant le durable à son profit. Entre-temps la Banque Mondiale vient de créer une vice-présidence pour le développement écologiquement durable (*Finance and Development*, décembre 1993, pp. 6-7). On peut se demander si la Banque cherche à suivre la voie inverse en restreignant la portée du développement durable. En tout cas, le qualificatif d'écologique jette de l'ombre sur sa valeur sociale.

On retrouve la première trace du vocable "développement durable" dans le sens ou l'entend *Notre avenir à tous* dans le rapport d'un symposium qui a réuni une quarantaine de hauts fonctionnaires nationaux et internationaux à Scheveningen en juillet 1979, rapport qui fut présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies la même année⁵. L'orientation éthique y est d'emblée tracée : le rapport évoque un modèle de développement "mieux adapté pour traiter les problèmes de la pauvreté et du mal-développement et des injustices tout autour du monde".

Entre-temps les conditions de l'essor du vocable se mettaient en place du côté de la conservation de la nature. Ces milieux étaient familiers de la durabilité à propos de ressources renouvelables dans le sens du rendement qui peut se maintenir indéfiniment. Ainsi l'Union mondiale pour la nature (UICN⁶), Fonds mondial pour la nature (WWF) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans leur "stratégie pour la conservation du monde" de 1980 se servent de cette idée dans un sens proche de celui que lui donnera la Commission Brundtland : "développement durable - un développement susceptible d'atteindre une satisfaction durable des besoins de l'humanité et une amélioration de la qualité de sa vie" (Allen, 1980).

On a pu craindre un moment que la commission Brundtland - la Commission mondiale sur l'environnement et le développement - mette elle-même un terme précoce à l'expression "développement durable" de l'essor duquel elle était largement responsable. Elle fut à l'origine du sommet de Rio dont le titre officiel fait écho au sien : Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Le développement durable est toutefois sorti victorieux de l'épreuve, car les Nations Unies ont confié le suivi de la conférence à une Commission du développement durable. Ce choix institutionnalise le vocable de façon... durable.

⁴ Le PNUD publie chaque année un *Rapport mondial sur le développement humain*.

⁵ Towards a New International Development Strategy, *Development Dialogue*, 1980 : 1, p. 59.

⁶ À l'époque, l'Union internationale pour la conservation de la nature.

La CNUCED a défendu énergiquement ce vocable contre celui d'environnement et développement. Environnement et développement sont deux substantifs séparés par une conjonction. Or des courants d'opinion influents cherchent précisément à opposer l'un à l'autre, insistant qu'il faut choisir entre l'environnement et le développement. Le développement durable en revanche se compose d'un substantif - le développement - complété d'un adjectif qualificatif. Le développement y est incontournable, mais on peut discuter de son style. Comme le dit "L'engagement de Carthagène", le document final de la CNUCED VIII, "la notion de développement durable permet d'ancrer fermement les préoccupations écologiques dans un contexte de croissance" (CNUCED, 1992, TD/364, para. 39). La CNUCED VIII a insisté sur le développement durable. Comme elle s'est tenue en 1992 quelques mois avant la Conférence de Rio, elle envoya un message à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui contient ce passage : "La Conférence insiste sur les mesures qui ont déjà été prises pour intégrer la notion de développement durable dans tous les aspects des activités de la CNUCED. La Conférence à sa huitième session est convenue que le développement durable serait l'une des principales orientations des activités de l'organisation" (op. cit. TD/364 p. 71).

L'orientation éthique du développement durable est d'une clarté réjouissante. D'une part, accorder la priorité absolue aux besoins essentiels des plus démunis est une directive tout à fait opérationnelle. D'autre part, l'appel à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs a suscité toute une réflexion sur la justice entre les générations. Il a par exemple redonné une jeunesse au débat sur le rôle du taux d'intérêt et d'escompte.

Entre-temps l'expression de développement durable mène sa propre vie, souvent sans se référer à sa définition. Il jouit d'un attrait certain comme déclic indépendamment de son contenu conceptuel. Cela se manifeste dans le pullulement des définitions que l'on veut lui donner. En 1989 déjà, David Pearce, Anil Markandya et Edward Barbier étalaient une "galerie" de quelques 24 définitions, dont huit d'ailleurs étaient de leur propre facture (Pearce, Markandya et Barbier, 1989, pp. 173-185).

L'expression se compose de deux mots dont chacun se prête déjà isolément à de nombreuses interprétations et suscite de nombreuses émotions. Cette note se porte sur l'aspect déclic du développement durable plutôt que sur le contenu du concept tel que la Commission Brundtland s'est efforcée de le définir définitivement. Nous allons donc analyser les deux mots développement et durable tour à tour avant de nous pencher sur les relations entre eux.

I. DEVELOPPEMENT

Les dictionnaires s'entendent sur la définition du développement. Le Petit Robert (1983) renvoie aux deux mots croissance et épanouissement. Il ajoute que les pays en voie de développement sont ceux "dont l'économie n'a pas atteint le niveau de l'Amérique du Nord, de l'Europe Occidentale, etc. (euphémisme...)". Le Grand dictionnaire encyclopédique Larousse (1982) définit le développement en sciences économiques comme une "amélioration qualitative et durable d'une économie et de son fonctionnement. (Ce concept est utilisé essentiellement pour l'analyse des problèmes économiques du tiers monde, considéré comme sous-développé par rapport aux pays industrialisés.)" Les mots épanouissement et amélioration soulignent que le développement est souhaitable. Le mot n'est pas neutre. D'autre part, bien qu'il véhicule un idéal culturel précis - celui de l'Amérique du Nord et de l'Europe Occidentale - il est perçu comme ayant une vocation universelle.

En 1973, la Grande encyclopédie Larousse (GEL) restreignait le développement à la seule croissance : "le concept de développement s'est imposé dans les analyses économiques contemporaines en distinction de la notion de croissance économique, afin d'attirer l'attention sur la situation particulière de certains pays ou régions du monde". Les définitions plus récentes que nous avons citées relèvent en revanche que le développement dépasse la simple croissance. Ces deux tendances s'affrontent toujours. D'une part, les tenants du développement y incorporent les idées les plus diverses afin de défendre leur gagne-pain contre l'évolution des aspirations. Leur concept se gonfle pour ne devenir qu'un fourre-tout. C'est par ce genre de processus que certaines des commissions régionales économiques des Nations Unies se sont transformées en commissions économiques et sociales.

Le produit intérieur brut, mesure du développement?

D'autre part, on constate une tendance à réduire le développement à la croissance du produit intérieur brut (PIB) uniquement. Ainsi, lorsque l'ONU dressait la liste des pays les moins avancés à la fin des années 60, elle se servait de trois critères : le PIB, la part de l'industrie dans le PIB et le taux d'alphabétisation. On a toutefois plus ou moins abandonné les critères autres que le PIB par la suite. L'ONU ne récolte même plus de données sur l'alphabétisation. Le recours au PIB comme indicateur unique offre un moyen commode de raser les nombreuses aspirations humaines qui poussent anarchiquement dans tous les sens. Il véhicule aussi une vision linéaire et déterministe du développement où le tiers monde ne serait que l'ensemble "de pays attardés dans la croissance" (GEL). Ce chiffre a en outre l'avantage de se calculer selon des règles précises qui évitent bien des réflexions

gênantes. Dans le tiers monde, il suffit d'appliquer le Système de comptabilité nationale adopté par les Nations Unies (SCN) (Nations Unies, 1992).

Le PIB est devenu chiffre fétiche. Plus il est élevé, plus le pays est riche et développé. A l'origine, le PIB était moins exalté, ce qui ne veut pas dire qu'il était moins utile. Pour le SCN, les comptes nationaux devaient fournir "un cadre cohérent pour enregistrer et présenter les principaux flux relatifs à la production, à la consommation, à l'accumulation et au commerce extérieur". Ils constituaient "un cadre dans lequel les renseignements statistiques nécessaires à l'analyse de l'activité économique dans ses nombreux aspects pourraient être organisés et reliés entre eux" (SCN, Rev. 3, 1970, paras. 1.1 et 1.2). Le SCN met donc l'accent sur les composantes des comptes nationaux plutôt que sur le total particulier qui constitue le PIB.

Le PIB prit son essor pendant les années 30 en Angleterre, comme instrument de la gestion keynesienne de l'économie nationale. Les autorités économiques souhaitaient disposer de chiffres qui leur permettent d'équilibrer l'offre et la demande globale du pays au niveau qui maintint le plein-emploi. Survint la seconde guerre mondiale à peine cet outil mis au point. On l'adapta pour organiser la composition de la production nationale de façon à subvenir aux besoins militaires en sacrifiant aussi peu que possible la production civile. La composition primait encore sur le total.

Les économies avancées exportèrent cet instrument au tiers monde dans les années 50 et 60 comme tant d'autres de leurs productions sans trop se soucier de l'utilité qu'il y trouverait. Entre-temps, dans les pays développés comme dans les autres, on continua de recueillir les mêmes chiffres mais avec un intérêt croissant pour le total plutôt que pour la lumière qu'ils pouvaient jeter sur la répartition des ressources et son adéquation aux besoins du pays.

Les nouveaux soucis d'environnement et de durabilité viennent maintenant ébranler le fétiche. On se rend compte que la comptabilité nationale traditionnelle ne répond pas à des questions essentielles du jour, si elle n'en détourne carrément pas l'attention.

Le PIB a été conçu comme outil pour répartir un choix de ressources afin d'atteindre des objectifs fixés par ailleurs. Si l'on veut calculer la somme de ses composantes afin d'en faire un indicateur de bien-être, il faut être conscient des objectifs que l'on y incorpore incidemment par la même occasion. Ainsi, si l'objectif primordial est d'éponger le chômage, le ramassage des ordures est aussi utile que la récolte des pommes de terre. S'il s'agit de gagner vite la seconde guerre

mondiale, fabriquer des bombes atomiques sans évaluer les conséquences des déchets radioactifs balancés dans la nature se justifie.

Mais dans le long cours du développement, d'autres questions s'imposent. Vaut-il vraiment mieux ramasser les ordures que d'en moins jeter? L'acte d'empoisonner la terre et l'eau que les voisins des usines atomiques et leurs successeurs avaient souhaités employer comme ressources n'a-t-il vraiment aucune portée économique? Bref, si le PIB veut servir d'indicateur de bien-être, il faut au moins distinguer valeur ajoutée et valeur déduite. On est bien si on est en bonne santé. On n'est certainement pas mieux si on est tombé malade et que des ressources ont été consacrées à nous guérir. Au contraire, on ferait volontiers l'économie de la maladie.

De nombreuses activités économiques ne servent qu'à rectifier les conséquences d'autres activités qui sont, elles, néfastes. Moins il faut avoir recours aux services médicaux, à la police, aux pompiers, aux éboueurs, plus le bien-être est grand. Il ne faudrait pas ajouter les dépenses pour ce genre de service au PIB en tant qu'indicateur de bien-être, mais bien plutôt les en soustraire⁷.

Revenu ou consommation de capital?

Le produit intérieur brut est, soulignons-le, brut. Il est brut en ce qu'il ne tient pas compte de la consommation de capital. Autrement dit, la production de biens d'équipement figure au PIB, mais leur amortissement n'y figure pas, ni leur détérioration physique sauf dans la mesure où des réparations l'atténuent. Le chiffre-fétiche, rappelons-le, est d'autant plus beau qu'il est grand. Il se nourrit de capital gaspillé. Plus on en produit, plus le PIB se gonfle. A prix égal, un bien d'équipement plus durable ou mieux ménagé correspond à un manque à gagner pour le PIB. De même, d'après cet indicateur, une société qui consomme son capital ne s'appauvrit pas pour autant.

A fortiori, le PIB ne tient aucun compte de l'épuisement de ressources non renouvelables. Nauru a par conséquent un produit national brut sans doute du même ordre que l'Irlande ou l'Espagne, mais on exporte l'île-même pour réussir ce score. Dans quelques années, il n'en restera que quelques piliers de calcaire pour ponctuer une terre inhabitable. Nauru elle-même se défend cependant contre l'illusion. Grâce à une politique avisée de placements à l'étranger, elle transforme la richesse des phosphates en une source plus durable de revenus. D'ailleurs, elle ne calcule pas son PIB, ce qui constitue une défense simple mais efficace contre les assauts des fétichistes.

⁷ Orio Giarini a déjà présenté les arguments qui suivent, mais sous une forme plus radicale, dans son rapport au Club de Rome: "Dialogue sur la richesse et le bien-être", *Economica*, Paris, 1981.

Non loin de là, à Banaba, la politique a été tout autre. Les phosphates de cette île ont servi pour l'essentiel à payer la consommation courante des Îles Gilbert et Ellice⁸, si ce n'est celle des agriculteurs d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Les économistes coloniaux, de formation impeccable, respectaient de la sorte le message du PIB calculé selon les règles. Kiribati et Tuvalu vivent maintenant de charité et de bricoles; en 1986, l'Assemblée générale des Nations Unies les a classées parmi les pays les moins avancés.

La conduite des sociétés minières correspond plutôt à celle de Nauru. Lorsque leurs gisements commencent à s'épuiser, elles versent à leurs actionnaires non plus des dividendes mais des remboursements de capital. Les mots ont de l'effet. L'actionnaire est ainsi invité à placer ailleurs ce qu'il reçoit plutôt qu'à le dépenser comme revenu. La mode du développement durable pousse maintenant les statisticiens des comptes nationaux à s'attaquer aux questions que pose l'estimation du stock des ressources et de leur consommation⁹. Les difficultés tant conceptuelles que techniques sont considérables.

Une question complémentaire se pose d'emblée : où est la frontière entre ressources et environnement? La distinction est claire en principe : une ressource entre directement dans un processus économique tandis que l'environnement n'y entre précisément pas. Toutefois la réalité se plie mal à ce principe. La qualité de l'air, par exemple, se dégrade dans les villes. Etant donné que tous les habitants ont à le respirer, on peut dire qu'il s'agit d'une atteinte à l'environnement. On peut cependant tout aussi bien prétendre que, puisque cette dégradation touche la santé des travailleurs, l'air est une ressource qui entre dans tous les processus de production où figurent des travailleurs. Dans cette optique, il faudrait estimer la valeur du stock d'air pur comme celle des réserves de charbon. La distinction éventuelle à faire entre ressources et environnement n'est qu'un des lieux où surgit la question des limites entre l'économie et les autres aspects de la vie.

Rectifications et comptes satellites

Le genre d'arguments que nous venons de passer en revue incite la Division des statistiques des Nations Unies à élaborer des comptes environnementaux pour compléter le SCN. Bien que le travail méthodologique soit encore en cours, un manuel intérimaire présente d'ores et déjà l'état des lieux et permet aux spécialistes de s'y faire la main (New York, ST/ESA/STAT/SER.F/61, 1993). Il

⁸ Elles s'appelaient ainsi à l'époque; elles s'appellent maintenant Kiribati et Tuvalu.

⁹ Repetto, Robert *et al.*, *Wasting Assets: Natural Resources in the National Income Accounts*, New York, World Resources Institute 1989, fait office de pionnier dans ce domaine.

présente une structure au sein duquel les comptes économiques peuvent intégrer différentes sortes d'estimation de valeurs environnementales selon les objectifs de politique économique ou environnementale à atteindre. La méthode tient compte d'une part du patrimoine naturel, de sa consommation et de sa dégradation, et d'autre part des coûts de la protection de l'environnement, des dégâts ou des réparations qu'il subit. L'enjeu est de taille : la politique économique s'adaptera sûrement aux mots d'ordre ou déclics qui résulteront de ces nouveaux aménagements statistiques.

D'ailleurs, les Nations Unies ne font que suivre le mouvement. Depuis 1991, la République fédérale d'Allemagne calcule non seulement son produit social brut mais également son produit écosocial. Ce produit comprend le bilan du coût des émissions nocives et une évaluation de la moins-value de la qualité de l'environnement. Il doit permettre d'affiner la connaissance des effets écologiques de la croissance économique et fournir de nouvelles références pour la conduite de la politique économique. Une étude suisse va dans le même sens, même si son objectif était de dégrossir les défis conceptuels plutôt que de fournir une série de données à jour ((Pillet, 1992).

Quoi qu'il en soit, il est dangereux de vouloir trop incorporer dans les comptes nationaux, plutôt que de reconnaître que les aspirations de l'être humain sont variées et dépassent ce que peut lui offrir l'économie seule. Le cynique connaît le prix de tout mais la valeur de rien, disait Oscar Wilde.

L'économie dépasse la comptabilité nationale

Même si l'on voulait mesurer toute l'économie à l'aune de la comptabilité nationale, cela ne serait pas possible. Il existe des biens et des services dont il est impossible en logique d'en déterminer le prix selon les principes du marché. L'éclairage public vous rend service. Combien êtes-vous disposé à le payer? Il y en a qui font le calcul suivant : l'éclairage rend aussi service à d'autres; si l'un ou l'autre de ceux-ci le paie, je n'ai rien besoin de payer moi-même; je répondrai donc que je ne suis disposé à rien payer. Puisque ce genre d'argument est répandu, l'éclairage public se finance par le prélèvement obligatoire de l'impôt, ce qui n'a rien d'un prix.

Prenons un autre exemple. On commence à verser tel produit dans la mer. On se doute qu'il sera nocif, mais on ne sait pas à quel degré. Ce n'est qu'après plusieurs années que l'on pourra en constater et évaluer les dégâts. Quel prix faut-il mettre aujourd'hui à cette activité? Il n'y a par définition pas moyen de savoir. Si les dégâts s'avèrent par la suite minimes, le prix correspondant sera

peu élevé, mais si les dégâts vont être importants, le prix doit être élevé, et on ne connaît justement pas les conséquences futures de cet acte présent¹⁰.

Bref, il n'est non seulement pas souhaitable du point de vue politique d'exagérer le rôle du PIB comme indicateur du développement, mais il est logiquement impossible d'en faire un indicateur cohérent. Cette constatation est d'importance politique. S'il est théoriquement possible de déterminer le prix de tout bien et de tout service, on peut au moins concevoir un PIB indicateur universel. Pour l'élaborer, il suffit que les statisticiens y consacrent l'effort voulu. Toutefois, étant donné qu'il existe des biens et des services pour lesquels il est logiquement impossible de déterminer le prix, le PIB ne pourra jamais être qu'un indicateur partiel parmi d'autres. On n'a d'autre choix que d'admettre que le développement a plusieurs dimensions.

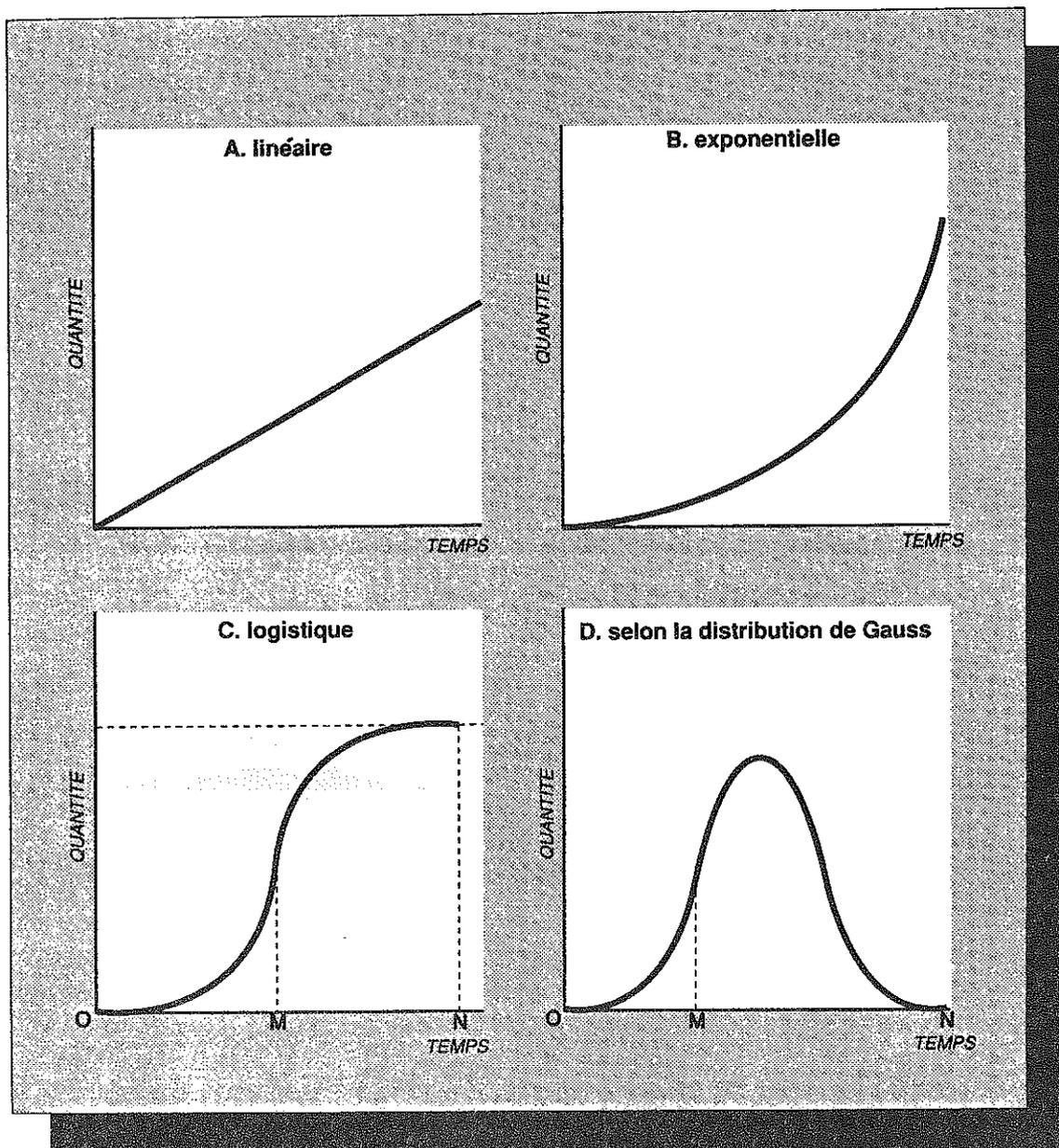
Développement et formes de croissance

Nous avons vu que le développement est souvent perçu comme inséparable de la croissance. Reste à savoir de quelle forme de croissance il s'agit. La figure 1 en présente quatre à titre d'exemple. Les économistes ne se posent presque plus la question : pour eux, la croissance correspond de toute évidence au cas B. Au début du XIX^{ème} siècle, Malthus distinguait deux cas, pour bâtir sa théorie sur la contradiction entre eux. La population augmentait de façon géométrique (figure 1.B), tandis que la production, notamment vivrière, n'augmentait que de façon arithmétique (figure 1.A). De crises en misère, la croissance de la population était ramenée à celle de sa base alimentaire, soit à la courbe arithmétique.

Il faut de nouveau souligner ici le rôle de déclic que jouent les chiffres. Les économistes ont pris l'habitude d'exprimer les variations annuelles en termes de pourcentage. On en vient à croire qu'une croissance soutenue correspond à une augmentation constante d'année en année exprimée en pourcentage. Aucune logique n'interdit cependant d'exprimer la croissance en termes de la quantité elle-même : le PIB a passé de 100 millions de dollars en 1990 à 103 millions en 1991. Si elle passe de 103 millions de dollars à 106 millions en 1992, la croissance en termes arithmétiques est constante, même si elle a diminué en termes exponentiels de 3 pour cent à 2,9 pour cent. Si on avait pris d'autres habitudes dans la présentation des chiffres, on aurait peut-être échappé au moins à l'accélération constante de notre boulimie.

¹⁰ Pour une explication systématique de la théorie économique qui sous-tend ces deux exemples, voir Dasgupta, Partha, *The Control of Resources*, Oxford, Blackwell, 1982

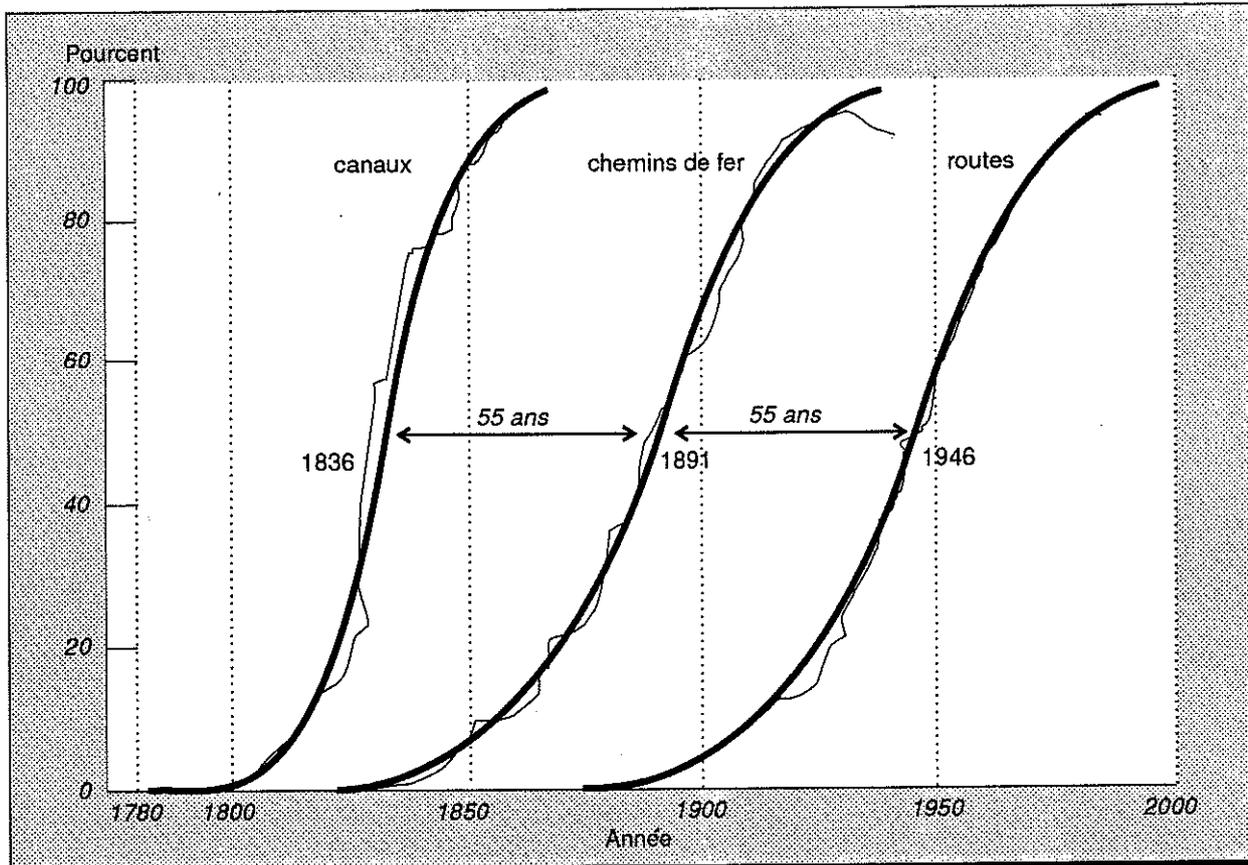
Figure 1
Quelques types de croissance



Maintenant que l'opinion publique dans les pays développés commence à tourner au vert, les économistes découvrent une courbe de croissance déjà bien connue des biologistes : celle de la figure 1.C. Cette courbe présente une forme de croissance qui se limite d'elle-même : l'accroissement s'arrête à la maturité. On peut jouer sur les déclics dans ce cas aussi. Si l'économie mondiale se trouve sur la partie OM de la courbe 1.C, elle est encore immature selon le modèle biologique. A partir de N, l'économie sera adulte... et il n'y aura plus de croissance! Ce genre de croissance existe bel et bien dans l'économie. La figure 2 en donne un exemple.

Figure 2

Figure 2
CROISSANCE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT AUX ETATS-UNIS

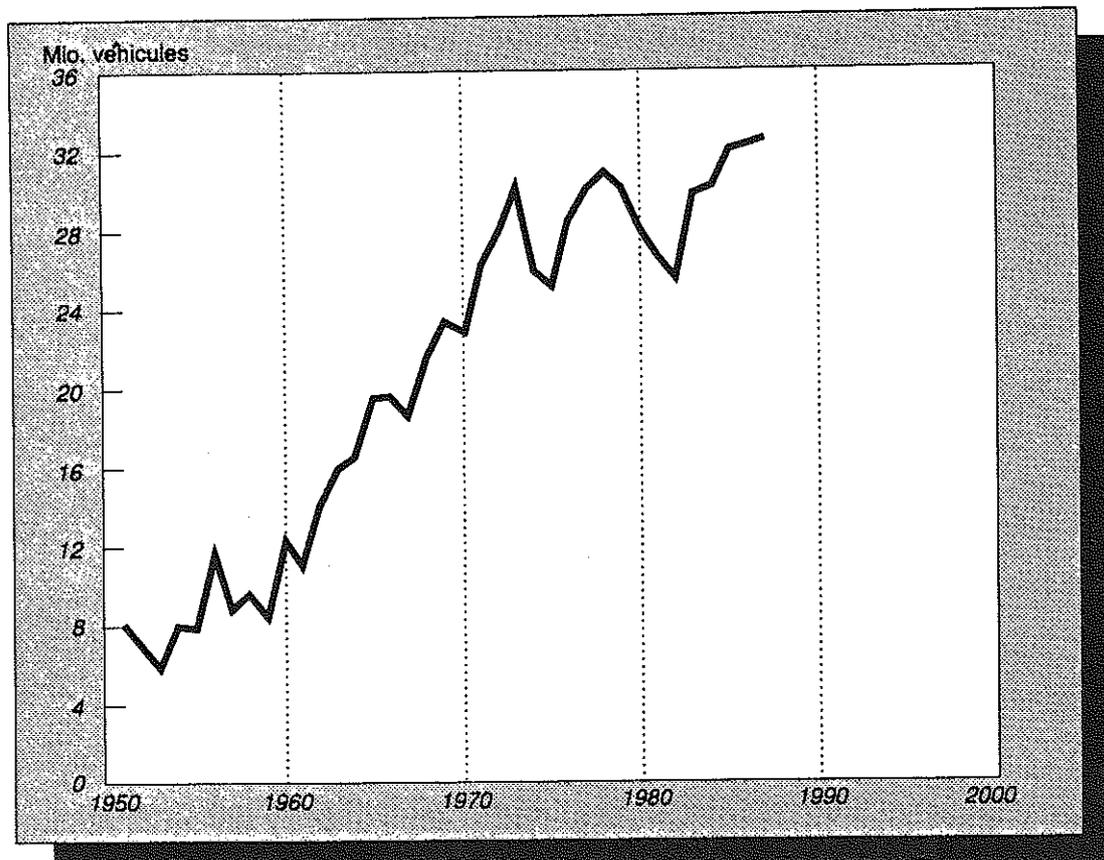


Source: Ausubel, J. et H. Sladovich, *Technology and Environment*, Washington D.C. 1989, Fig.5

La figure 1.D représente aussi une forme de croissance bien qu'elle soit éphémère. Elle représente la consommation d'une ressource qui n'existe qu'en quantité fixe, ou bien une activité étroitement liée à la consommation d'une telle ressource. La phase de croissance est inévitablement suivie d'une phase de décroissance à mesure que la ressource s'épuise.

Il faut surtout relever que la phase initiale des courbes 1.C et 1.D ressemblent à s'y méprendre à la courbe 1.B. Si une économie se trouve sur la partie OM de l'une ou l'autre de ces deux dernières courbes, il y aurait tout lieu de la croire sur la voie de la croissance exponentielle. D'ailleurs, la confusion n'a aucune importance pour nous qui nous trouvons actuellement dans cette situation et nos descendants découvriront forcément sur quelle courbe nous nous trouvons. Voici un petit test psychologique à ce propos : quelle courbe voyez-vous dans la figure 3 qui représente la production

Figure 3
Production mondiale d'automobiles



Source: Worldwatch Institute, 1989, figure 6.1.

mondiale d'automobiles? Une courbe exponentielle, éventuellement pris de hoquets momentanés (1.B)? Une courbe logistique qui arrive à la maturité (1.C)? Avec un petit effort d'imagination, on peut même y discerner la première moitié de la courbe 1D.

On ne vit pas que de pain

Pour réduire la collection hétéroclite de biens et de services que produit l'économie au chiffre unique du PIB, il faut exprimer chaque apport par sa seule dimension du prix, à l'exclusion de ses autres qualités. L'indicateur escamote ainsi un aspect en particulier de la croissance économique. La consommation de chaque produit n'augmente pas dans la même proportion. En Europe, de nos jours, la plupart des ménages s'offrent un téléviseur, objet quasiment inconnu il y a 50 ans. En revanche, les ménages qui emploient des domestiques sont rares aujourd'hui; ils étaient bien plus nombreux dans

le temps. Certains économistes prétendent que la croissance économique élargit le choix. Soit, mais essayez de vous acheter une pomme de la plupart des centaines de variétés que l'on cultivait il y a 100 ans. Le développement va forcément de pair avec le changement. *Notre avenir à tous* n'est pas seul à constater que "le développement implique une transformation progressive de l'économie et de la société" (p. 51). Le développement économique a un caractère diagonal : il nous permet d'accéder à de nouveaux produits, mais au prix de la perte de produits qui étaient disponibles auparavant. Même si les chiffres augmentent, il n'est pas évident que le consommateur soit plus heureux. En tout cas, il a consenti des sacrifices.

Ces sacrifices peuvent être particulièrement douloureux lors du passage de l'économie non monétaire à l'économie monétaire. Les habitants des forêts, chassés pour les besoins des transnationales du bois ou des amateurs de viande de boeuf, en conviendront. D'ailleurs, avec la croissance économique, ce n'est plus seulement le PIB qui augmente. La température et le niveau de la mer font de même. Pour le Bangladeshi qui sera obligé de fuir la côte pour se réinstaller sur des terres plus élevées, le développement diagonal sera à prendre à la lettre.

Dans certains milieux, notamment économiques, le changement est perçu comme souhaitable en soi. D'autres cultures et d'autres époques le perçoivent au contraire comme mauvais en soi. En Europe au Moyen-Age, les grands progrès politiques se sont souvent enregistrés sous couvert de confirmer des libertés déjà existantes¹¹. Somme toute, certains changements peuvent être bons et d'autres mauvais. Normalement, tout changement précis est bon pour certains et mauvais pour d'autres. Le choix du genre de changement, et partant du développement, est politique plutôt que technique.

Le développement, un mot de vie

Ce qui précède n'a eu qu'un objectif, montrer que le développement n'est pas un concept cartésien qu'entraîne une logique inéluctable, mais une idée qu'on peut manier à son gré. Le mot développement contient une charge émotionnelle qui lui donne son pouvoir de déclic. A part cela, on peut plus ou moins lui donner le sens qu'on veut. Il ne nous évite pas le choix.

¹¹ Pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, on peut citer les Franchises que l'évêque Adhémar Fabri octroya à Genève en 1387 : "Considérant les... libertés, franchises et immunités de notre ville de Genève... dont ont joui et jouissent les fidèles citoyens... depuis si longtemps qu'il n'est mémoire du contraire,... voulons leur conserver lesdites libertés, franchises, us, coutumes et immunités". (Traduction en français moderne par Jacques Maya, revue et corrigée par Jean-Etienne Genequand, in *Libertés, franchises, us et coutumes de la Ville de Genève*, Genève, Etat et Ville de Genève, 1987, p. 31.).

Notre avenir à tous, quant à lui, fait son choix lorsqu'il déclare inhérent à la notion de développement le concept "de besoins, et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la priorité absolue". Cette injonction s'attaque au fondement même du développement tel qu'il se pratique aujourd'hui - un développement qui fait fi des pauvres où il ne les exploite pas de façon éhontée, tout en se cachant derrière la théorie du ruissellement¹².

II. DURABLE

Le développement durable est-il soutenable?

Une note liminaire à *Notre avenir à tous* que l'on peut lire comme une disculpation déclare : "L'éditeur, à la demande de la Commission, a traduit *sustainable development* par *développement soutenable* et non par *développement durable*". Le mot soutenable a deux sens. Citons le Grand Larousse de la langue française : "1) se dit de ce qui peut être soutenu, appuyé par des raisons valables, par des arguments solides. 2) vx se dit de ce qui peut être supporté, enduré".

Dans un sens comme dans l'autre, c'est peu mobilisateur. En tout cas cela ne correspond pas du tout au sens du mot anglais *sustainable*. Durable en revanche lui correspond remarquablement bien. Il en recouvre plus ou moins toutes ses acceptions. Cette note pourrait sans peine se traduire en anglais.

Pour l'oreille le mot anglais *sustainable* évoque *sustained*, qui veut dire tout autre chose. Ce mot-là correspond à soutenu - qui, soit dit en passant, n'a pas grand'chose à voir avec soutenable. L'homonymie en anglais est une aubaine pour les partisans du développement soutenu quelles qu'en soient les conséquences pour l'environnement, et de nombreux personnages publics ne se privent pas de l'occasion que leur offre l'anglais d'en profiter. C'est encore une raison du succès de l'expression-déclat développement durable.

La revue bilingue canadienne ECODECISION, fondée en 1991, emploie développement viable au lieu de durable comme équivalent de l'anglais *sustainable development*. L'essai a du mérite. Viable porte des sous-entendus d'exigences minimales (telle entreprise est viable sans plus), de fragilité et surtout de vie (Une forteresse de pierre est durable tandis qu'un fœtus est viable). Ce qui n'est que

¹² Cette théorie veut que si l'on enrichit d'abord les riches, des avantages ruisselleront jusqu'aux pauvres.

viable appelle une sollicitude constante; le durable se débrouille tout seul. Reste à voir si la démarche d'ECODECISION séduira le public.

Le mot durable ne pose aucun problème pour le dictionnaire. Tous s'accordent à dire que le durable est de nature à durer longtemps. Le Dictionnaire encyclopédique Quillet (1969) ajoute qu'il est permanent, constant, stable. Les difficultés se manifestent lorsqu'on cherche à l'appliquer au développement. Il faut alors savoir au juste ce qui est censé durer.

Est-ce le développement lui-même? Etant donné le contenu indéfinissable et fluctuant de ce concept - à part éventuellement son côté émotionnel - rien n'est plus facile, mais par là-même moins intéressant, que de le concevoir comme processus durable. Est-ce un choix d'activités précises qu'il faut rendre durables? Si oui, lesquelles, et pourquoi pas d'autres? Il ne peut en tout cas pas être question de tout conserver puisque le développement suppose le changement.

Durable où?

Une question connexe est de savoir à quelle échelle géographique la durabilité doit se maintenir. Le développement ne peut pas se poursuivre inexorablement et sans fin à chaque endroit du globe. Lorsque la construction d'un grand barrage se termine, ceux qui y ont collaboré partent chercher du travail ailleurs. L'économie locale rétrécit subitement. Si les travailleurs trouvent un nouvel emploi dans le même pays, l'économie nationale poursuit éventuellement sa lancée. La référence géographique peut se poser d'une façon particulièrement aiguë pour les petits pays insulaires qui ne constituent qu'un engrenage dans une économie qui se déploie dans un espace géographique bien plus vaste.

Comment rendre durable une ressource non-renouvelable?

Une question analogue se pose par rapport aux ressources. Certains courants d'opinion semblent prétendre qu'il ne faut épuiser aucune ressource. L'argument est précaire. Vouloir ne jamais épuiser une ressource non renouvelable veut dire à la limite ne jamais s'en servir. Et si l'on ne veut pas s'en servir ce n'est plus une ressource, car une ressource est une donnée non pas de la nature mais de l'économie. Pour qu'une matière constitue une ressource, il faut lui reconnaître une valeur économique, et cette valeur dépend de l'usage qu'on en fait. Ainsi, jusqu'à tout récemment, l'uranium n'était pas une ressource, tandis qu'en Europe les orties en étaient une. L'évolution des prix relatifs,

des aspirations et des techniques de production font constamment entrer et sortir des matières de la catégorie des ressources.

Ceci simplement pour dire que tout concept a ses limites et qu'il ne faut pas essayer de le pousser au-delà. On peut non seulement définir, mais estimer le rendement durable d'une ressource renouvelable précise, telle qu'une plantation d'arbres ou d'un lac poissonneux. On peut ensuite décider, en fonction d'autres facteurs, si l'on souhaite l'exploiter à ce degré, ou moins ou davantage.

La justice entre les générations

Nous avons vu que la première des orientations éthiques de *Notre avenir à tous* est la priorité absolue qu'il convient d'accorder aux pauvres. La seconde de ses orientations est celle de la justice entre les générations : "le développement durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs".

Nos activités actuelles fixent certes un cadre pour celles de nos successeurs, mais ceux-ci peuvent ou bien refuser nos choix ou bien les maintenir. Nous avons déjà évoqué le caractère diagonal du développement. Les besoins de l'être humain dépendent de ses circonstances physiques, mais aussi de conceptions culturelles telles que la tradition ou la modernité. Quoi qu'il en soit, les besoins changent. Comment donc savoir si nos activités actuelles compromettent la capacité des générations futures de répondre à leurs besoins?

On évoque parfois avec un effroi particulier le danger de l'irréversibilité. Il serait spécialement honteux de modifier l'environnement de telle façon que l'on ne puisse plus le ramener à sa condition d'origine. Les irréversibilités peuvent certes être traumatisantes pour la première génération. Les habitants chassés des environs de Tchernobyl par les retombées radioactives en souffrent certainement. Ceux qui n'y ont jamais habité en souffrent moins. Les enfants à naître qui n'y habiteront jamais parce que leurs parents ou grands-parents habitent désormais ailleurs accepteront cela comme allant de soi. Le poète anglais de la première guerre mondiale, Wilfred Owen, disait "ils iront contents avec ce que nous avons abîmé".

Le critère qu'énonce *Notre avenir à tous* évoque somme toute le sentiment profond que nous entretenons d'avoir des devoirs envers nos successeurs sur cette terre, mais il l'exprime d'une façon que laisse insaisissable sa portée précise. La règle d'or est un guide moins équivoque : ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas que l'on te fasse à toi-même (formulation négative); agis à l'endroit

d'autrui comme tu désires qu'on agisse à ton égard (formulation positive). Elle a fait ses preuves, puisqu'elle se trouve dans de nombreuses éthiques traditionnelles, par exemple chez Confucius, dans le Mahabharata, l'Ancien et le Nouveau Testaments, dans la philosophie grecque et dans l'Islam (Höffe, 1983). Il suffit d'un petit effort d'imagination pour libérer la règle de toute contrainte temporelle et l'exprimer sous une forme telle que : agis à l'endroit de tes successeurs comme tu aurais souhaité que tes prédécesseurs eussent agi à ton égard. La règle d'or a au moins l'avantage de nous fournir un point fixe, celui de nos propres besoins, qui nous sont connus. Une telle règle réprouverait des actions, courantes aujourd'hui, par lesquelles nous laissons à nos successeurs des pollutions et des sources de maladie qu'ils devront soit subir soit nettoyer - si encore cela est possible - à leurs frais. Néanmoins, même le critère que la Commission Brundtland a choisi fixe certaines limites à notre comportement envers les générations à venir. Ainsi, porter atteinte à la santé mentale ou physique de nos enfants compromet évidemment leur capacité de se débrouiller à leur tour. Le plomb, par exemple, touche surtout les enfants et notamment leurs fonctions mentales. Le plomb ajouté à l'essence se disperse dans l'environnement et s'absorbe quand on boit, mange ou respire. La production de ce genre de nuisance semble inconciliable avec le développement durable.

Les deux orientations éthiques de *Notre avenir à tous* se rejoignent à l'occasion. La malnutrition ou la faim persistante telles que les connaissent de nombreux pauvres du tiers monde, et pas seulement lors de grandes famines, entament durablement le développement du cerveau des enfants. Conséquente avec elle-même, la Commission Brundtland souligne que "la sécurité alimentaire ne consiste pas seulement à augmenter la production vivrière, mais à assurer que les pauvres, qu'ils soient ruraux ou citadins, ne souffrent pas de la faim même si la disette règne pendant une certaine période ou s'il y a une pénurie locale de denrées alimentaires" (p. 170).

Futuristes et néo-malthusiens

Notre monde a des limites. Le troisième élément de la définition du développement durable est "l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale font peser sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir". On peut toutefois envisager ces limites de deux façons (Mellos, 1988). D'une part, les "futuristes" défendent le point de vue que ces limites ne sont pas insurmontables. Elles constituent au contraire des défis qui stimulent le progrès. A mesure que les appétits augmentent, la créativité humaine déplace les bornes de la nature. Si le progrès se heurte à une pénurie de telle matière première, il améliore la façon de l'exploiter ou il lui passe outre par un nouveau chemin. La croissance économique de la forme B, ou tout au moins

de la forme A (figure 1), peut se prolonger indéfiniment à condition de la mesurer au moyen d'un indicateur assez souple, tel que le PIB.

Les "néo-malthusiens" en revanche prétendent que la nature impose des limites à l'activité humaine. On se souvient de l'argument de Malthus : la population ayant tendance à croître selon la courbe B tandis que les moyens de subsistance n'augmentent que selon la courbe A, la limite que fixent ces derniers oblige la croissance démographique à suivre la courbe A de gré ou de force. Les néo-malthusiens conservent ce modèle, mais en élargissent la référence. Ce n'est plus la population, mais la demande économique tout entière qui cherche à suivre la courbe B. Plusieurs sortes de ressources fixent des limites à la croissance, et celles-ci n'épousent pas nécessairement la forme de la courbe A. Elles peuvent, par exemple, suivre la courbe D.

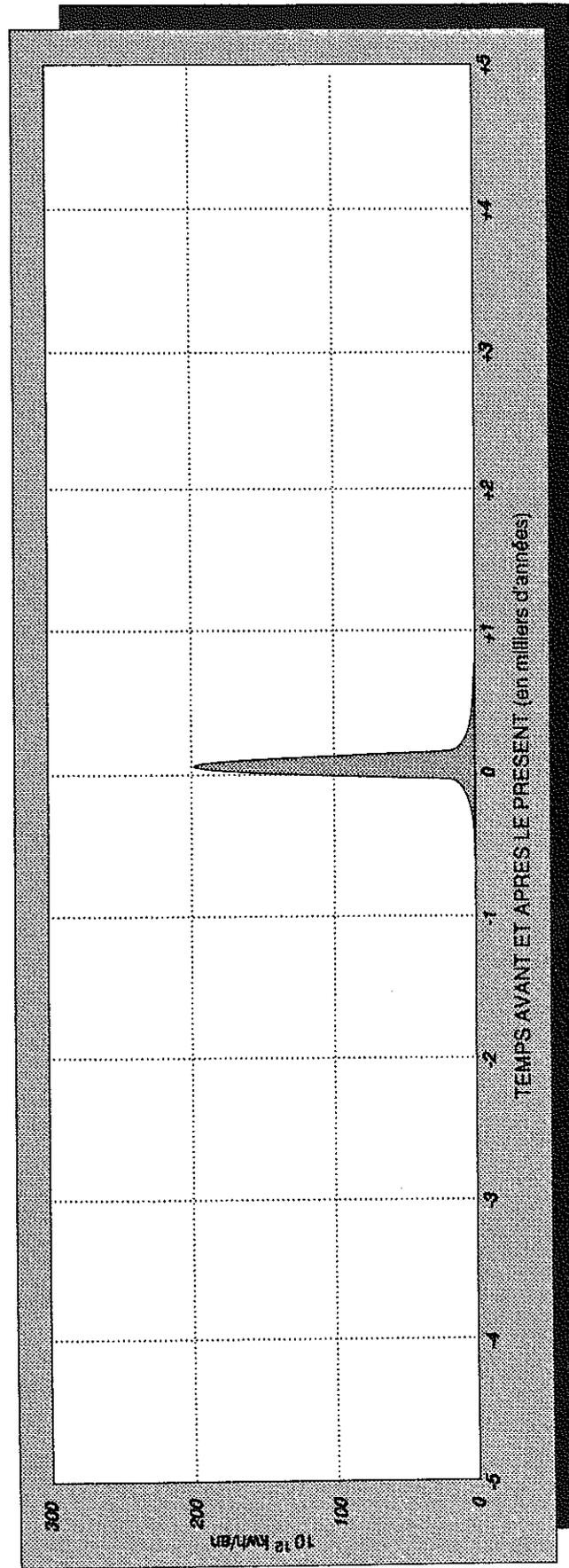
Notre avenir à tous quant à lui prend résolument le parti des futuristes. Il récuse par-là le Club de Rome et notamment le rapport sur les limites à la croissance qui a fait sa réputation (Meadows, 1972).

La figure 4 représente la consommation d'énergie fossile, vue avec un certain recul historique. Les néo-malthusiens comme les futuristes admettront que la consommation de la plupart des produits suit une courbe analogue, à condition de les définir avec assez de précision (ainsi, même si la production d'automobiles est encore dans sa phase ascendante (consulter la figure 3) celle de la VW coccinelle a atteint le bout de sa courbe de forme D).

Gaïa est l'une des écoles qui se rattachent au courant néo-malthusien (Havelock, 1993). Pour elle, le monde entier avec son atmosphère ne constitue qu'un seul système dont tous les éléments sont interdépendants. Toucher à l'une quelconque de ses composantes aura des répercussions sur le système tout entier. L'ensemble étant complexe, les conséquences risquent cependant d'être imprévisibles. Qu'une seule espèce d'insecte disparaisse et tout un équilibre peut être modifié.

Après toute perturbation, quelle qu'elle soit, Gaïa retrouvera un équilibre, mais probablement pas celui d'avant. Autrement dit, nous n'avons pas à nous en faire pour la nature - elle se remettra toujours. Il y a lieu, en revanche, de se faire du souci pour l'avenir de l'espèce humaine : rien ne garantit que la nature lui réservera une place quoi qu'il advienne. Ainsi, la volonté de survie de notre espèce nous invite à traiter l'environnement avec égards.

Figure 4
L'époque de l'exploitation de l'énergie fossile dans l'histoire humaine



Source: M. King Hubbert, "Exponential growth as a transient phenomenon in human history", 1976.

A part ces considérations collectivement égoïstes, une autre tendance prend actuellement un essor renouvelé dans certains milieux écologistes des pays développés. Il reconnaît à toute espèce vivante une valeur non seulement d'instrument actuel ou potentiel de l'espèce humaine, mais une valeur en soi.

L'écocentrisme prive l'humanité d'un critère essentiel de choix. Si toutes les espèces sont considérées comme ayant des droits à l'égal de l'espèce humaine, comment choisir par exemple entre la survie d'un malade et du virus qui provoque sa maladie? La Commission OMS Santé et Environnement propose un moyen terme entre les extrêmes de l'anthropocentrisme et de l'écocentrisme. "La survie de l'homme est considérée comme une exigence de premier ordre. Le respect de la nature et la lutte contre la dégradation de l'environnement sont des exigences de deuxième ordre qui ne doivent être satisfaites que si elles ne contredisent pas l'exigence de premier ordre que représente la survie de l'homme"¹³. Soulignons que *Notre planète, notre santé* dit "survie de l'homme", non pas assouvissement de ses désirs.

Qui aime le luxe ne se rassasiera pas

Notre avenir à tous énonce que le développement durable nécessite de toute évidence la croissance économique là où les besoins essentiels ne sont pas satisfaits (p. 52). On peut être d'accord, à condition de restreindre le sens de "croissance économique" à l'augmentation des moyens mis à la disposition des démunis, même si d'autres activités économiques moins prioritaires diminuent - redéfinition louable mais qui s'écarte radicalement du sens que l'on attribue d'habitude au vocable. Normalement, l'idéologie de la croissance suppose que les besoins soient insatiables. C'est une hypothèse culturelle. Elle n'est pas universelle, elle ne correspond même pas à une culture entière. Elle est le propre d'une sous-culture - certes puissante - au sein de l'économie de marché ((Polanyi, 1983). Cette économie comprend aussi les gens qui prennent une retraite anticipée ou qui préfèrent travailler à temps partiel, et encore les sous-cultures que l'on cherche à marginaliser en les appelant "marginales".

Ceci dit, l'appétit insatiable existe bel et bien depuis longtemps - et indépendamment de la croissance économique. Il y a 2 000 ans, bien avant que l'on inventât cette croissance, l'Ancien Testament disait "qui aime l'argent ne se rassasiera pas d'argent, ni du revenu celui qui aime le luxe" (Qohéleth 5,9).

¹³ Commission OMS Santé et Environnement, *Notre planète, notre santé*, Genève, Organisation mondiale de la santé, 1992, pp. 4-5. Simone Weil présida la Commission.

III. Y A-T-IL CONTRADICTION ENTRE DÉVELOPPEMENT ET DURABLE?

Les mots "développement" et "durable" sont tous deux si élastiques que l'on peut sans peine leur trouver un sens qui leur permette de s'accorder. Ces acceptions risquent toutefois soit de s'éloigner de l'usage courant, soit d'être vagues au point de la vacuité.

En général, le développement suppose en tout cas la croissance économique, même pour ceux qui lui reconnaissent aussi d'autres dimensions. Malgré le caractère diagonal de la croissance économique, selon lequel la structure de la consommation change à mesure qu'elle augmente, la croissance telle qu'elle est généralement comprise comporte un élément important de simple augmentation quantitative. Même *Notre avenir à tous* reconnaît que la croissance tend vers des limites écologiques (p. 53). Cela étant, la croissance que connaît actuellement l'économie mondiale risque fort d'être la phase initiale OM de la courbe C ou D (figure 1). Sur ces deux courbes, la période durable vient après la phase de développement-croissance; elle se situe à droite du point N. Pour échapper à cette séquence, il faut insister sur la dimension de changement que peut aussi comprendre le développement. C'est la solution qu'adoptent les futuristes et le rapport Brundtland avec eux (p. 51). On n'est pas sorti de l'auberge pour autant, car pour le commun des mortels le mot "durable" sous-entend l'absence de changement. On pourrait même dire que l'usage de ce mot trahit une certaine peur du changement. On ne rassure que les économétriciens, et encore seulement pendant leurs heures de travail, si l'on explique que le développement durable n'a de durable que d'être inébranlablement fixé sur les rails de la courbe B tandis que le paysage ou elle se situe se bouleverse sans arrêt à un tel degré qu'aucun repère n'y subsiste.

Le développement durable est une expression-déclic, de même que les deux mots qui le composent pris séparément. Ils font partie de cette catégorie de mots dont le rôle est d'éveiller une réaction et d'orienter une attitude. Leurs associations émotionnelles et culturelles sont plus importantes que leur contenu analytique. De tels mots peuvent sans perdre leur valeur évoluer en mots-fouines, qui, vidés de toute substance, conservent leur attrait¹⁴. Puisqu'on joue sur les émotions, l'honnêteté et le respect que nous devons à nos interlocuteurs veulent que nous fassions particulièrement attention avec les mots de ce genre. Le développement et durable ont tous deux des connotations positives. En les collant ensemble, on s'attire de nombreux sympathisants. Mais s'il faut les vider de leur

¹⁴ La phrase est de l'économiste autrichien Fritz Machlup : "Structure and Structural Change : Weasel Words and Jargon", *Zeitschrift für Nationalökonomie*, 1958, XVIII:3, pp. 280-298. Il explique que l'on peut manier certains mots comme une fouine traite un oeuf : elle y perce un petit trou pour le vider de son contenu en laissant intact son aspect extérieur.

substance ou leur donner une signification inattendue pour les joindre, on risque de mener ces sympathisants en bateau.

IV. DEUX MOTS POUR CONCLURE

Le développement durable se résume à une question de cultures. Tant le mot développement que durable se définissent mieux par rapport à des attitudes culturelles que par rapport à des réalités objectives et encore moins physiques. Les deux mots recueillent l'entente au-delà des cultures lorsqu'il s'agit de leur contenu émotionnel : ils suscitent des sentiments favorables. Cependant, dès que l'on cherche à leur donner un contenu analytique, on se trouve pris dans une structure culturelle précise.

Le développement s'enracine dans une culture des pays industrialisés, si ce n'est de pays anglo-saxons, mais ses auteurs lui confèrent, non sans une certaine condescendance, une vocation universelle. La culture industrielle étant friande du chiffrable, elle soutient une tendance à réduire le développement à la seule croissance du PIB. Cet indicateur est toutefois à son tour construit à partir des présupposés d'une culture précise.

Le mot durable tel que l'emploie la Commission Brundtland recèle une contradiction. D'une part, il reconforte ceux qui craignent le changement. Mais d'autre part, la Commission, qui épouse le point de vue futuriste, prétend que la survie de la société humaine dépend du changement. Max Frisch résume ainsi la contradiction : "Si l'on a plus peur du changement que de la catastrophe, comment éviter la catastrophe?".

Or, la contradiction peut précisément être une source de l'attrait et de la vivacité d'un déclic. On a d'autant plus de chance de s'y reconnaître qu'il montre plusieurs faces, et la contradiction appelle la redéfinition. Offrir, comme le développement durable, à la fois le changement et la permanence, quel programme rassembleur!

Toute espèce, toute culture, a une valeur en soi et mérite respect. Ou, autre argument, la biosphère est d'une complexité qui nous dépasse. Gare à l'apprenti sorcier qui cherche à le manipuler. Les conséquences peuvent être inattendues et graves. Cet argument, souvent évoqué pour la protection des espèces, peut aussi s'appliquer aux cultures.

Néanmoins, si les espèces, et les cultures, s'adaptent à la longue à leur environnement, c'est bien qu'elles évoluent. La culture économique dominante incorpore d'ailleurs le changement et récompense les innovateurs et ceux qui savent s'adapter facilement aux innovations. Mais bousculer l'évolution sans égards est aussi aberrant que de refuser toute évolution. Même si durabilité sous-entend conservation, on n'échappe pas à l'obligation de décider ce qu'il faut conserver et ce qui peut se modifier, voire disparaître.

REFERENCES

- ALLEN, Robert (1980), *How to Save the World*, Londres, Kogan Page.
- AUSUBEL, J. et SLADOVICH, H. (1989), *Technology and Environment*, Washington, D.C.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (1992), "Un nouveau partenariat pour le développement : l'engagement de Carthagène", *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa huitième session*, tenue au Centre de conférences de Carthagène (Colombie) du 8 au 25 février 1992 (TD/364).
- COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT (1989), *Notre avenir à tous*, Montréal, Éditions du Fleuve, et Paris, Éditions Chiron, 20 mars 1987.
- GIARINI, Orio (1981), "Dialogue sur la richesse et le bien-être", rapport au Club de Rome, *Economica*, Paris.
- HAVELOCK, James (1993), *La terre est un être vivant : l'hypothèse Gaïa*, Paris, Flammarion.
- HÖFFE, Otfried (1983), *Dictionnaire de morale*, Fribourg, Éditions Universitaires.
- MACHLUP Fritz, (1958), "Structure and Structural Change : Weasel Words and Jargon", *Zeitschrift für Nationalökonomie*, XVIII:3.
- MAYA, J. (1987), *Libertés, franchises, us et coutumes de la Ville de Genève*, Genève, Etat et Ville de Genève.
- MEADOWS, D.H. et al. (1972), *Rapport sur les limites à la croissance*, Paris, Fayard, 1972.
- MELLOS, Koula (1988), "The conception of 'Reason' in Modern Ecological Theory", *Revue canadienne de sciences politiques*, XXI:4, décembre.
- NATIONS UNIES (1970), *Système de comptabilité nationale*, ST/STAT/SER.F/2/Rev.3, New York.
- _____ (1980), "Towards a New International Development Strategy", *Development Dialogue*, vol. 1, New York.
- _____ (1987), Assemblée générale des Nations Unies, résolution 42/187, New York.
- _____ (1992), *Système de comptabilité nationale*, ST/STAT/SER.F/2/Rev.4, New York.
- _____ (1993), *Integrated environmental and economic accounting*, New York, ST/ESA/STAT/SER.F/61.
- OMS (Organisation mondiale de la santé) (1992), *Notre planète, notre santé*, Commission OMS Santé et Environnement, Genève, Organisation mondiale de la santé.
- PEARCE, D., MARKANDYA, A. et BARBIER, E. (1989), *Blueprint for a Green Economy*, Londres, Earthscan Publications.
- PILLET, Gonzague (1992), *Comptes économiques de l'environnement*, Office fédéral de la statistique (Berne) et Société pour la protection de l'environnement, Genève.
- POLANYI, Karl (1983), *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, (original 1944).
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (1993), "A charter for change: Working paper by a transition team of UNDP staff", octobre.

_____ (annuel), *Rapport mondial sur le développement humain*, New York.

REPETTO, Robert *et al.* (1989), *Wasting Assets: Natural Resources in the National Income Accounts*, New York, World Resources Institute.

WORLDWATCH INSTITUTE, *State of the World 1989*, New York, Norton.

UNCTAD Discussion Papers

No. 42, October 1991	Georg KELL & Jürgen RICHTERING	Technology and competitiveness in the textile industry
No. 43, February 1992	Yılmaz AKYÜZ	On financial deepening and efficiency
No. 44, July 1992	Cem SOMEL	Finance for growth: Lessons from Japan
No. 45, July 1992	Sebastian SCHICH	Indebtedness, sovereign risk and the spread: The example of Hungary and the Euromarkets
No. 46, July 1992	Raju J. SINGH	An imperfect information approach to the structure of the financial system
No. 47, August 1992	V. BHASKAR	Privatization and the developing countries: The issues and the evidence
No. 48, August 1992	Ha-Joon CHANG & Ajit SINGH	Public enterprises in developing countries and economic efficiency
No. 49, October 1992	Ajit SINGH	The stock-market and economic development: Should developing countries encourage stock-markets?
No. 50, November 1992	Ulrich HOFFMANN & Dusan ZIVKOVIC	Demand growth for industrial raw materials and its determinants: An analysis for the period 1965-1988
No. 51, December 1992	Sebastian SCHICH	Indebtedness, creditworthiness and trade financing and payment arrangements
No. 52, December 1992	Dwight H. PERKINS	China's 'gradual' approach to market reforms
No. 53, December 1992	Patricio MELLER	Latin American adjustment and economic reforms: Issues and recent experience
No. 54, January 1993	Trevor GARDNER	The present economic situation in Zambia and the role of privatisation in improving its economy
No. 55, February 1993	Alexandre R. BARROS	Prospects for world sugar trade
No. 56, March 1993	Yılmaz AKYÜZ	Financial liberalization: The key issues
No. 57, April 1993	Alice H. AMSDEN	Structural macroeconomic underpinnings of effective industrial policy: Fast growth in the 1980s in five Asian countries
No. 58, April 1993	Celso ALMEIDA	Development and transfer of environmentally sound technologies in manufacturing: A survey
No. 59, May 1993	Ali-Reza NIKPAY	Privatization in Eastern Europe: A survey of the main issues
No. 60, July 1993	Jean-Marc FONTAINE	Reforming public enterprises and the public sector in sub-Saharan Africa

No. 61, July 1993	Korkut BORATAV	Public sector, public intervention and economic development
No. 62, July 1993	Roberto FRENKEL	Growth and structural reform in Latin America: Where we stand
No. 63, July 1993	Machiko NISSANKE & Priya BASU	Mobilization and allocation of domestic savings: A case study on Bhutan
No. 64, July 1993	Machiko NISSANKE & Priya BASU	Mobilization and allocation of domestic savings: A case study on Nepal
No. 65, August 1993	Ercan UYGUR	Liberalization and economic performance in Turkey
No. 66, August 1993	Yilmaz AKYÜZ	Maastricht and fiscal retrenchment in Europe
No. 67, September 1993	Cem SOMEL	The State in economic activity: Problems of economic policy-making
No. 68, September 1993	Andrew CORNFORD	The role of the Basle Committee on Banking Supervision in the regulation of international banking
No. 69, September 1993	Sebastian SCHICH	The level and volatility of external financial positions and the costs of export credit insurance
No. 70, October 1993	Veena JHA, René VOSSENAAR & Simonetta ZARRILLI	Ecolabelling and international trade
No. 71, October 1993	Adolfo CANITROT	The exchange rate as an instrument of trade policy
No. 72, October 1993	Xiaoning J. ZHAN	North American economic integration and its implications for the exports of China and Hong Kong
No. 73, November 1993	J.H. REICHMAN	Implications of the Draft TRIPS Agreement for developing countries as competitors in an integrated world market
No. 74, November 1993	Priya BASU & Norman GEMMELL	Fiscal adjustment in the Gambia: A case study
No. 75, November 1993	William W.F. CHOA	The relevance of market structure to technological progress: A case study of the chemical industry
No. 76, December 1993	Ajit SINGH	The Plan, the market and evolutionary economic reform in China
No. 77, January 1994	Shigehisa KASAHARA	A rescue plan for the post-bubble Japanese economy: The establishment of the Cooperative Credit Purchasing Company
No. 78, January 1994	Jean K. THISEN	The European Single Market and its possible effects on African external trade
No. 79, February 1994	Kálmán KALOTAY & Ana María ALVAREZ	Emerging stock markets and the scope for regional cooperation



UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT

Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland